

Érik NEVEU

ENGAGEMENT ET DISTANCIATION

Le journalisme local face à un mouvement social

Le mois d'avril 1998 a vu se développer, au nord-ouest de la Bretagne, une forte mobilisation des agriculteurs producteurs de choux-fleurs et d'endives. Débutée le 3 mars, celle-ci va durer quinze jours. Les formes d'action utilisées par les producteurs seront marquées par un usage de la violence que bien des commentateurs croyaient appartenir à une époque révolue des mobilisations paysannes.

Les interrogations qui se situent au départ de cette recherche sont a priori des plus classiques, à l'intersection d'une sociologie du journalisme et d'une sociologie des mouvements sociaux : comment la presse écrite a-t-elle rendu compte de cette mobilisation ? Quels cadres interprétatifs ont été valorisés ? À quelles contraintes sont confrontés les journalistes dans leur rapport aux sources et à leurs lectorats ? La combinaison de certaines singularités du mouvement et d'une focalisation de l'analyse sur la couverture par la presse locale fait toutefois surgir, dans la dynamique de la recherche, des questions peu souvent prises en charge par la littérature sur médias et mouvements sociaux (Neveu, 1999).

Le parti pris retenu a été de centrer l'analyse sur la couverture du mouvement par la presse quotidienne régionale à travers le dépouillement de tous les articles parus dans *Ouest-France* et *Le Télégramme*, la réalisation d'entretiens avec les journalistes des locales et de la rédaction centrale¹, n'utilisant un échantillon de la presse nationale que comme instrument secondaire de comparaison². Trois

1. Je tiens à remercier les journalistes qui ont travaillé à la couverture de ce conflit et m'ont accordé des entretiens : Michel Urvoy, responsable du secteur économique et social à *Ouest-France*, René Le Clech et Thiéry Le Charpentier à la rédaction du *Télégramme* à Morlaix, Françoise Le Borgne et Yves-Marie Robin, à la rédaction locale de Morlaix de *Ouest-France*.
2. Cet échantillon était composé du *Monde*, de *Libération* et de *La Croix*, ainsi que de *L'Express*, *Le Point*, *Le Nouvel Observateur* et *L'Événement du Jeudi*.

raisons au moins appuient ce choix de méthode. Soixante-dix pour cent des quotidiens vendus chaque jour en France sont des quotidiens régionaux. Ce poids est particulièrement fort dans l'Ouest de la France et en Bretagne puisque *Ouest-France*, produit à Rennes et diffusé dans douze départements, est le premier quotidien français avec un tirage quotidien de 800 000 exemplaires. *Le Télégramme de Brest*, édité à Morlaix, ville centre du mouvement des légumiers, tire pour sa part à 200 000 exemplaires chaque jour. L'attention à la presse régionale se justifie aussi en réaction à une forme d'aveuglement académique – qui n'existe pas qu'en France (Franklin & Murphy, 1991 pour la Grande-Bretagne) – qui consiste à valoriser systématiquement les quotidiens nationaux comme étant les seules expressions du travail journalistique dignes de l'attention des chercheurs. Ce parti pris aboutit à négliger la source principale de couverture de centaines de micromobilisations qui se développent sur l'ensemble du territoire et dont la presse nationale ne peut ou ne souhaite pas toujours rendre compte. Mais l'argument le plus essentiel réside dans le fait que le journalisme de la presse locale ne peut s'analyser comme une variante en quelque sorte roturière du travail journalistique. Il relève au contraire de logiques particulières qui se traduisent par des mécanismes très puissants de dépendance des journalistes à l'égard des sources (Le Bohec, 1994 ; Frisque, 2002) et rendent particulièrement difficile une forme de journalisme critique ou d'« opinion », où s'exprimeraient des jugements et commentaires explicitement critiques sur les événements locaux. Ce point a des conséquences très importantes sur la façon de traiter les mouvements sociaux, donnée qui, à de rares exceptions près (Molotch & Lester, 1975 ; Deacon & Golding, 1994 ; Oliver & Myers, 1999), est ignorée par la recherche universitaire.

La singularité du terrain retenu ne se borne pas au média analysé. La résurgence du recours à la violence contre les biens constitue une autre particularité. En se livrant au saccage de certaines installations ferroviaires, les paysans mobilisés remettent en cause la tendance, bien mise en lumière par les travaux de Nathalie Duclos (1998), à une pacification de la protestation paysanne³. Ils prennent par là le risque de formes d'action susceptibles de susciter la critique des journalistes et le mécontentement de l'opinion sous la triple figure du citoyen, de l'utilisateur et du contribuable.

3. Duclos montre en particulier, contre la référence paresseuse à la notion de « Jacquerie » et le stéréotype du paysan casseur, que la violence contre les personnes et les biens a considérablement reculé dans le monde paysan, au point de devenir une pratique inhabituelle, restreinte aux segments du monde agricole les plus directement exposés aux mécanismes bruts des fluctuations du marché (producteurs de porc, légumiers). Sur la pacification de la protestation voir aussi Champagne (1990) et Della Porta & Reiter (1996).

Après avoir brièvement rendu compte des étapes de cette mobilisation, on évoquera en deux temps les modalités de sa couverture. Celle-ci révèle en premier lieu un registre feuilleté de production de l'information, matériellement illustré par la superposition de niveaux distincts d'articles et de rubriques (des informations générales aux pages locales *via* celles du département et de la région), dans lesquels deux pôles de discours nettement distincts cohabitent dans les pages des mêmes titres. Ce constat conduit alors à s'interroger sur le rôle qui peut être celui des journalistes de « locale » dans un travail de disqualification du recours à la violence qui, au-delà d'une posture de greffier des événements locaux, les place potentiellement dans une position de médiateur entre les groupes mobilisés et la communauté locale.

LE CONFLIT ET SES CAUSES

La mobilisation des producteurs de légumes se développe dans une microrégion bien particulière de Bretagne qu'est le Léon. Économiquement l'agriculture, fortement modernisée et productiviste, y pèse d'un poids considérable. Le monde paysan y est marqué par de fortes traditions d'organisation économique et de luttes sociales (Elegoët, 1984 ; Bruneteau, 1993). Les mobilisations du début des années soixante s'inscrivent dans une mémoire collective. L'occupation de la sous-préfecture de Morlaix en juin 1961 et les violentes manifestations qui l'accompagnent appartiennent à une forme de mythologie héroïque du monde agricole léonard. Mais, au-delà de leur place dans une véritable mémoire protestataire, les mobilisations des années soixante sont aussi aux origines d'une organisation économique durable de la profession. Sous l'autorité du leader syndical Alexis Gourvennec, s'est construit un réseau d'institutions économiques (coopératives, marchés au cadran, associations de producteurs, compagnie de transport maritime pour l'exportation), souvent considéré comme un exemple de modernisation réussie de l'agriculture (Canevet, 1992).

Deux séries de données doivent être soulignées pour comprendre le conflit. Les premières sont structurelles et renvoient à une crise de ce que les commentateurs ont parfois appelé le « système Gourvennec ». Le développement agricole de la région repose sur un mélange ambigu de modernisation conduite par des agriculteurs se revendiquant de la logique libérale de l'entrepreneur... mais bénéficiant de nombreuses aides publiques. Or les réformes de la politique agricole commune de l'Union européenne menacent de réduire le flux des aides publiques⁴

4. Des déclarations du ministre français de l'agriculture, Louis Le Penec, à Bruxelles le 31 mars 1998 marquent un infléchissement sensible de la position française vers une vision moins productiviste de l'agriculture européenne (*Le Monde*, 8 avril 1998 « Un tournant dans la vision française de la politique agricole commune »).

tandis que l'ouverture des marchés et l'internationalisation des échanges créent une forte concurrence venue en particulier d'Italie, d'Espagne et du Maroc. À la même époque, Alexis Gourvennec est confronté à une série de problèmes qui suggèrent la présence de fissures dans la machine économique qu'il avait contribué à coordonner. Il renonce en mars 1998 à présider la caisse du Crédit agricole du Finistère. La compagnie maritime Brittany Ferries qu'il a créée pour exporter les produits agricoles connaît de sérieuses difficultés. Un dernier élément structurel tient au changement des habitudes alimentaires des Européens, qui consomment moins de choux-fleurs. Sur un plan plus conjoncturel, deux autres facteurs peuvent expliquer le conflit et ses formes. Un hiver très doux provoque l'arrivée précoce sur le marché d'énormes quantités de choux-fleurs et l'effondrement des cours. Certains commentateurs considèrent également que l'affaiblissement d'Alexis Gourvennec ouvre la question de sa succession. La pugnacité de Thierry Merret, qui dirige le mouvement sera parfois analysée comme liée à une volonté de prendre rang pour le remplacer⁵.

Traduites en chiffres les raisons du mécontentement sont claires. Début avril 1998, le prix du chou-fleur est de 2,71 F alors qu'il se vendait 4 F au printemps 1997. Le quart de la production ne trouve pas d'acheteur et n'obtient qu'un « prix de retrait » de 1,41 F alors que les producteurs évaluent à plus de 2,50 F son prix de revient. Le 3 avril, la mobilisation s'amorce avec le déversement de 600 tonnes de choux-fleurs dans les rues de Saint Pol de Léon et Landivisiau. Dans les jours suivants, ces actions se multiplient, accompagnées de barrages de route à Morlaix, Cleder, Plouneour-Lochrist, Pleyber-Christ, Sibiril... Les producteurs d'endives s'associent au mouvement en manifestant à Lesneven. Le jeudi 9 avril et le vendredi 10, des manifestants occupent plusieurs gares du Nord-Finistère. Ces actions s'accompagnent de violences. La gare de Guingamp est saccagée. En plusieurs endroits, les réseaux de signalisation électroniques sont volontairement détruits, les rails et caténaires rendus inutilisables par des incendies allumés sur les voies. La direction de la SNCF avancera un chiffre de cinq à dix millions de francs de dégâts. Prenant probablement en compte des réactions hostiles suscitées par ces destructions, les dirigeants syndicaux annoncent une trêve pour le week-end de Pâques. Le mardi 14 avril s'ouvre une dernière phase de la mobilisation. Alors que les actions n'avaient jamais rassemblé plus de 300 personnes à la fois, un millier d'agriculteurs occupent pendant quatre jours le viaduc routier de Morlaix. Des actions de déversement de choux-fleurs ou d'occupation d'aéroports conti-

5. La conquête du Conseil général par une majorité de gauche en mars 1998, après plus d'un siècle de gestion du Finistère par la droite, peut avoir été perçue par certains segments du monde paysan comme une menace supplémentaire sur le « système Gourvennec ».

nent, sans violences dans la plupart des cas. Le 17 avril, une négociation entre les porte-parole syndicaux et le ministre de l'agriculture a lieu à Paris. Les subventions proposées par le ministère se situent en deçà des demandes des agriculteurs. C'est dans un climat assez morose que le mouvement prend fin avec l'évacuation du viaduc le 17 avril en fin d'après-midi.

UNE INFORMATION « FEUILLETÉE »

Pour analyser la couverture du mouvement des légumiers par la presse quotidienne régionale, il faut en comprendre le fonctionnement et la structure rédactionnelle. L'image d'une toile d'araignée donne une idée assez juste de l'organisation des quotidiens régionaux. Une rédaction centrale (à Rennes pour *Ouest-France*, à Morlaix pour *Le Télégramme*) assure la coordination des contenus et prend en charge à la fois des pages d'information générale (international, politique, économie...) et des pages spécialisées (sports, agriculture, marine...). Ce centre rédactionnel est relayé localement par un réseau extrêmement dense qui associe des « rédactions locales » de journalistes professionnels dans les villes et des centaines de « correspondants locaux ». Généralement présents dans chaque petite ville ou village, ces correspondants ne sont pas des journalistes titulaires de la carte, mais assurent, à côté de leur métier principal, la couverture de la vie locale. Ces journalistes de « locales » et ces correspondants, qui assurent l'essentiel de la pagination des quotidiens régionaux, ont pour caractéristique commune d'être quotidiennement insérés dans la vie des collectivités dont ils traitent les événements. Comme le souligne un manuel destiné aux écoles de journalisme : « Le propre du journaliste de locale c'est d'être très proche de ses informateurs ou de ses lecteurs. C'est un énorme avantage en même temps qu'une réelle contrainte. » (Guery, 1992, p. 51.)

Cette structure rédactionnelle se retrouve dans les pages mêmes du journal. Celui-ci s'ouvre sur des pages d'information générale, internationale et nationale. Mais l'essentiel de sa pagination se calque sur les découpages politiques et sociaux du territoire : rubrique région, page départementale, puis rubriques locales correspondant à des villes ou des « pays ». À titre d'exemple, *Ouest-France* produit chaque jour 40 éditions différentes, chacune correspondant à une zone de diffusion spécifique. L'ensemble de ces éditions correspond à près de 500 pages de texte par jour, dont plus de 90 % relève des rubriques locales, départementales et régionales. Dans le département du Finistère où se déroule l'essentiel du conflit, *Ouest-France* produit 5 éditions différentes à partir de 23 rubriques locales liées à des villes (Morlaix, Brest) ou des pays (Côte des Légendes, Pays des Abers...). La couverture de l'information obéit donc à un double principe de feuillette et de remontée. Le feuillette se traduit dans le

fait qu'un événement comme le mouvement des légumiers peut être le même jour traité dans trois pages locales différentes selon les lieux où se déroulent des manifestations, mais aussi en page départementale et/ou régionale, et en rubrique agricole. Le mécanisme de remontée fait que lorsqu'un événement est jugé important, son traitement monte vers les pages d'information générale (à partir du 11 avril pour le mouvement analysé), voire vers la « une », tout en restant traité dans les rubriques locales. Le simple jeu objectivant des comptages d'articles est à cet égard fort éclairant et permet de dégager quelques observations sur les logiques de couverture dont trois valent d'être explicitées brièvement d'entrée.

La première tient à la structure même de cette couverture. En additionnant les pages communes à toutes leurs éditions, et les papiers spécifiques aux pages locales et départementales du territoire où de déroule le conflit. *Le Télégramme* et *Ouest-France* ont consacré, entre le 3 et le 22 avril, 134 articles à cette mobilisation et ses épisodes. Cent six de ces articles figurent en pages locales ($n = 50$) ou en rubriques département, région ou agriculture ($n = 56$). C'est dire que 80 % des textes relatifs au conflit se trouvent au sein de rubriques qui ne concernent qu'une partie du lectorat et/ou se situent hors de l'information générale.

Une seconde observation a trait à l'articulation entre composantes « territoriales » de la couverture et celles qui relèvent des « unes » ou de l'information générale. Les rubriques relevant d'une logique de territoire – mais aussi la page agricole – manifestent une réactivité très rapide aux mobilisations, même lorsqu'elles prennent la forme de micro-manifestations. C'est dès le 3 avril que des articles rendent compte des premières actions, et *Ouest-France* et *Le Télégramme* auront déjà publié onze papiers dans ces rubriques, avant que la mobilisation n'accède (Respectivement le 7 et le 8 avril) à leur rubrique d'information générale. À l'inverse, alors que les derniers articles sur le conflit apparaissent le 19 ou le 20 dans les pages d'information générale, les séquelles et retombées locales du mouvement restent traitées jusqu'au 22 inclus dans les pages locales ou départementales. Le décalage est encore plus saillant si l'on cherche des titres nationaux les traces d'une prise en considération de l'événement. Il n'apparaît dans ces titres qu'à l'occasion du week-end de Pâques (éditions datées du 11-13 Avril) pour cesser de susciter une couverture au-delà du 19.

La dernière observation pourrait emprunter à la métaphore comme celle des neiges couronnant un massif montagneux. Que l'on prenne pour indice de consécration médiatique l'évocation d'un mouvement par la presse nationale, ou son accession à la une et aux informations générales de la presse régionale, notre analyse manifeste à quel point cette composante des articles de presse demeure statistiquement minoritaire, concentrée sur des épisodes limités, souvent spectaculaires ou violents de mobilisation. L'observation n'exclut pas que

les articles publiés là puissent être les plus importants, par leur visibilité en une, leur reprise dans des revues de presse, ou le simple fait qu'un texte présent en page deux de toutes les éditions du quotidien régional rencontre un lectorat bien supérieur à celui d'un article uniquement disponible pour les 15 000 lecteurs d'une édition « Côtes des Légendes ». Mais prendre au sérieux le caractère restreint de ces remontées vers la « une », et de ces situations d'accès à la presse nationale-parisienne invite aussi à questionner quelques impensés. Les contenus et l'ampleur de cette couverture « sommitale » – pour rester dans les métaphores montagnardes – sont-ils le simple condensé de l'ensemble de la couverture ? Peut-on sérieusement, comme le font souvent sans grandes inquiétudes méthodologiques les analyses de type *protest data analysis*, considérer les activités protestataires couvertes par la presse nationale du lundi (quand ce n'est pas par un seul de ses titres) comme représentatives et de la conflictualité sociale et de la couverture journalistique des actions protestataires ?

LA COUVERTURE LOCALE PRISONNIÈRE DES SOURCES ?

Un journalisme de proximité

La compréhension du journalisme pratiqué dans les rédactions locales est inséparable des rapports d'interconnaissance⁶ et donc d'interdépendance entre journalistes et sources. Ancien journaliste de locale, Louis Guery évoque dans son livre sur la presse locale les tensions de cette proximité entre journalistes et sources :

« Elle présente un danger, celui de rendre le journaliste plus ou moins prisonnier de ses sources d'information [...] La pression qui s'exerce sur le journaliste de locale est plus subtile et, partant, plus difficile à combattre. Elle tient aux liens qui s'établissent normalement dans une petite ville où tout le monde se connaît et partant se fréquente. » (Guery, 1992 : 54.)

Dès le début de notre entretien ; le responsable de la locale du *Télégramme* à Morlaix soulignait spontanément la tension de ce véritable travail d'équilibriste, pris entre distanciation et appartenance : « *Le travail de locale c'est d'abord un "fonds de commerce", un agenda de contacts avec les interlocuteurs de la vie locale : responsables syndicaux, paysans de base, mairies, gendarmerie et police aussi. C'est aussi un rapport de confiance qui se tisse au fil des mois et des années avec les interlocuteurs de la vie locale. Cela veut dire pas de trahison, de l'honnêteté dans les relations. Quand on est en première ligne, en face ou à côté de quelqu'un, il y a une prudence obligée.* » Cette difficulté revient d'ailleurs

6. Qui prennent des formes très concrètes : un de nos interlocuteurs connaissait personnellement le leader syndical Thierry Meuret à qui il avait donné des cours de voile.

comme un leitmotiv dans toute enquête sur le travail des journalistes locaux confrontés à des situations « chaudes » de mobilisation dans leur territoire local (Le Bohec, 1994). Un journaliste de *La Presse de la Manche* soulignait, à propos des mobilisations provoquées par l'usine de retraitement nucléaire de La Hague, la singularité de ses contraintes comparées aux pratiques de ses collègues de la presse parisienne. « *Nous on peut pas se permettre de faire la politique de la terre brûlée. Nous, on peut pas aller voir des gens et puis en faire qu'à notre tête, parce que le mec qu'on a été voir, plus jamais il nous filera d'info. Nous on peut pas dire : "on vient, on fait un coup, on est content de notre papier et puis on se casse". On peut pas faire ça donc on est tout de suite un peu plus mesurés... Pour être clair, on s'autorise jamais de commentaire. En fait, on relate.* »⁷

Ce dernier propos met en évidence un trait caractéristique du style du journalisme de locale, son parti pris factuel, sa revendication d'objectivité. Le manuel de journalisme local de Pierre Guery souligne :

« Dans la presse régionale, l'écriture journalistique est d'abord caractérisée par le fait que les articles de commentaire sont plutôt rares, et que l'information prédomine très nettement [...] Les genres nobles – reportages, interviews et surtout enquêtes – y sont assez rares. Presque tout étant traité en compte rendu » (Guery, 1992 : 52).

Une journaliste de la locale de *Ouest-France* à Morlaix souligne : « Nous on faisait le factuel. L'analyse passe plus par la rubrique agricole et dans les pages région ». Un autre localier compare ainsi son travail à celui de ses collègues parisiens de *Libération* :

« Nous on a forcément un journal un peu plus consensuel. On a un taux de pénétration qui est très fort sur notre zone qui est une petite zone. Si on n'a pas ce taux de pénétration nous on meurt... On dit "ben voilà, ça c'est passé comme ça" et puis au niveau des commentaires, on dit "Greenpeace commente comme ça, Cogema commente comme cela" » (*Ibid.* : 52).

Sur un autre registre le responsable de la locale du *Télégramme* insiste sur le fait que « *la locale, c'est une école d'humilité et de précision* » où le journaliste doit d'autant plus s'attacher aux faits qu'il peut rencontrer le lendemain les personnes dont il parle. La quasi-totalité des articles publiés en pages locales correspond aux préceptes d'un journalisme dédié à la description « pure » du fait : Qui ? Quoi ? Où ? Comment ? Pourquoi ? Les articles sont généralement de tonalité très factuelle : lieu des actions, nombre de participants, tonnage de choux-fleurs répandu sur la route, propos des leaders syndicaux. Les prises de position

7. Laurent Gouhier, entretien réalisé le 15 avril 1998 par Olivier Baisnée dans le cadre d'une recherche sur la construction de l'usine de La Hague comme problème public.

des acteurs sont rapportées sans grand commentaire, comme le symbolise la présence dans *Ouest-France* d'une rubrique « Ils ont dit » qui aligne les déclarations des dirigeants du mouvement, des élus, du ministre.

Ce journalisme de compte rendu factuel retranscrit dans la pratique de l'écriture la situation d'interdépendance entre journalistes et milieu local. Le fonctionnement d'un quotidien régional correspond typiquement au mécanisme dit de la « double contrainte » (*double-bind*). D'un côté, le journal fonctionne comme le greffier d'une communauté dont il dépend et dont il serait risqué de critiquer ouvertement des composantes importantes. De l'autre, ni le rôle revendiqué par la presse ni la compétence des journalistes ne peuvent se borner à la reproduction de déclarations ou à un pur récit factuel dépourvu d'explications et d'appréciations. La gestion de cette contradiction passe pour l'essentiel par un mécanisme de division du travail. Les journalistes de la rédaction centrale et des services spécialisés prennent en charge l'essentiel de la dimension du commentaire et de la mise en perspective. Les rédactions locales produisent une couverture plus factuelle, plus « prudente » pour reprendre un adjectif souvent utilisé lors des entretiens. Du point de vue des rapports entre médias et mouvements sociaux, nous soutiendrons ici la thèse selon laquelle cette « prudence » que revendiquent les journalistes localiers aboutit à un mode de couverture qui n'est pas forcément défavorable aux mouvements sociaux.

Le traitement des mobilisations

Un premier aspect de l'insertion dans l'espace local peut être associé à la notion de sensibilité (au sens de celle d'un sismographe). L'attention aux mobilisations naissantes est d'autant plus forte que joue une concurrence entre les quotidiens régionaux qui suscite la crainte du « raté ». « *On est minoritaire (en diffusion), alors on fait attention* », note-t-on à la locale de *Ouest-France*. Ce sont souvent de petits articles publiés dans les pages locales qui permettent rétrospectivement de repérer le démarrage du mouvement, alors que celui-ci n'a guère d'impact hors des sites de manifestations et n'est pas traité par la presse nationale. *Libération* consacre son premier article au mouvement le 13 avril, *Le Monde* et *La Croix* le 14. À l'inverse, dès le 3 avril *Le Télégramme* évoque les premières actions de déversement de choux-fleurs dans ses rubriques « Finistère », « Morlaix », « Saint Pol de Léon ». *Ouest-France* y consacre un article en page « Finistère ».

Un autre aspect de la couverture est plus essentiel encore. Loin de ne produire qu'un récit objectif de greffier de l'événement, la logique du compte rendu prudent aboutit, dans le cas étudié, à une information globalement avantageuse pour le mouvement social. Trois arguments peuvent être avancés à l'appui de cette interprétation.

Le premier a trait à la place donnée aux déclarations des participants au mouvement. En travaillant à recueillir la parole des paysans mobilisés, la couverture factuelle fait une large place à deux types de récits. Il s'agit d'abord du discours des dirigeants syndicaux qui explique les causes de la protestation, la légitimité des revendications. Dans notre échantillon, une quinzaine de comptes rendus d'action reprennent, de façon souvent condensée, l'argumentaire syndical. L'écho donné aux actions locales se traduit aussi par l'insertion dans les pages du journal de « petites phrases » et de réflexions de manifestants ordinaires. Souvent moins construites, plus proches du registre du témoignage ou de l'émotion, celles-ci expriment la souffrance, la colère, la crainte, le sentiment d'injustice vécu par les agriculteurs confrontés à la crise. Elles aboutissent à donner à l'expression du vécu des manifestants une place plus importante que dans une majorité des articles d'analyse du conflit de la presse nationale⁸. Un débat public à Saint Pol permet ainsi à un syndicaliste d'évoquer les conditions de son « *métier de fou* » dans des termes que le journaliste commente en notant combien « les agriculteurs ne sont guère familiers de la langue de bois familière aux politiques » (*Télégramme*, 3 avril, page « Saint Pol »). Dans *Ouest-France*, la page « Finistère » du 15 avril développe dans un article le témoignage de deux agriculteurs. L'un explique sa « *désillusion* » et son désespoir, son sentiment d'injustice devant les distorsions de concurrence. Un autre évalue à 50 000 F le montant de ses pertes, évoque son beau-père âgé, contraint de continuer à travailler aux champs pour vivre.

Une autre donnée a trait à la particularité de ce mouvement social. Ses cibles (Bruxelles, le ministère de l'agriculture, les concurrents étrangers) ne sont pas dans l'espace local. À la différence d'une grève dans une entreprise, il n'existe pas d'adversaires locaux à qui donner la parole. Le poids électoral et économique des agriculteurs, la gravité de leur situation amèneront même la grande majorité des élus à se solidariser publiquement avec les manifestants à Lesneven le 8 avril, puis sur le pont de Morlaix occupé le 15 avril⁹. Le choix d'une logique du compte rendu aboutit donc structurellement à donner l'avantage de l'espace

8. Cette opposition est relative, Véronique Maurus a ainsi publié dans *Le Monde* plusieurs articles qui donnent largement la parole à des paysans « de base » ; voir en particulier le reportage du 18 avril.
9. Les déclarations des élus sur le pont de Morlaix reproduisent pour le monde politique la logique de *double-bind* à laquelle se confrontent les journalistes. « *On n'est pas là pour donner notre caution aux excès et dégradations. Nous ne sommes pas là non plus pour les condamner. Il y a une justice* », déclare le maire de Saint Pol (*Le Télégramme*, 16 avril, page de Morlaix). Un des journalistes rencontrés note que plusieurs des participants à cette forte délégation d'élus avaient apporté aux manifestants une généreuse provision de packs de bière. L'absence de cette anecdote dans les journaux manifeste aussi les contraintes qui pèsent sur les compte rendus.

d'expression aux groupes mobilisés. Cela ne signifie pas que des points de vue critiques soient absents, mais ils prennent surtout la forme de brefs communiqués des syndicats agricoles minoritaires dans la zone légumière. Même les déclarations des élus de gauche demeurent très balancées, dissociant la condamnation des violences d'une position bienveillante pour les producteurs en difficulté¹⁰.

Il faut enfin prendre en considération la manière dont le souci d'éviter des commentaires trop normatifs passe par un ton, un vocabulaire dont l'effet est, dans de nombreux articles, d'euphémiser la violence des manifestants. Lorsque les déversements de choux-fleurs et les barrages se déroulent sans violences, les comptes rendus soulignent explicitement leur caractère paisible ou bon enfant. «Aucun heurt ne s'est produit, aucun véhicule ne s'est trouvé bloqué» par un barrage à Landivisiau grâce à la bonne volonté partagée des manifestants et des gendarmes (*Télégramme*, Finistère, 8 avril). Le rassemblement des producteurs d'endives à Lesneven n'engendre «pas de débordements», les tracteurs sont «paisiblement acheminés vers le centre» (*Ouest-France*, 9 avril, page Finistère). «Le coup de colère s'est passé sans incidents hormis quelques panneaux de signalisation renversés» (*Le Télégramme*, 7 avril, rubrique Cleder). À l'inverse, il n'est pas exceptionnel que le compte rendu des actions violentes en donne une version euphémisée. Il peut s'agir du recours à un récit à connotations humoristiques comme celui – intitulé «Les légumiers s'offrent une bière» – d'une descente des agriculteurs sur Carhaix qui permet de raconter les prélèvements faits par les manifestants sur un wagon rempli de bouteilles de bière, ou l'aventure d'une voiture de gendarmerie renversée puis remise sur ses roues par «des manifestants plus pacifistes (*sic*), mais le mal était fait.» (*Ouest-France*, 11 avril, rubrique Carhaix), ou de la citation d'un bon mot d'un ouvrier de la SNCF qui évoque la taille des «flocons de neige» en déblayant les choux-fleurs qui obstruent les voies. Le choix du verbe «confisquer» pour rendre compte du fait que des manifestants s'emparent de l'appareil photographique d'un policier qui prenait des clichés des casseurs fonctionne aussi sur ce registre de l'euphémisme. Des titres peuvent encore suggérer une dimension épique des actions, lorsqu'il est question d'une «bataille du rail» où «les légumiers ne baissent pas la garde» (*Ouest-France*, 11 avril, rubrique Finistère). La simple description des faits peut d'ailleurs prendre un sens assez différent selon que l'accent est mis sur la confection de feux sur les voies «pour se chauffer» (*Ouest-France*, 11 avril, page Finistère) par une nuit froide et pluvieuse, ou sur le fait que ces feux ont pour effet de

10. Voir par exemple le communiqué du Parti socialiste intitulé «Oui au dialogue, non à la casse», dans la rubrique «Finistère» de *Ouest-France*, 15 avril.

rendre inutilisables voies et caténaires. Si l'importance des dégâts est soulignée par les deux quotidiens, en particulier par la reprise de déclarations des responsables de la SNCF, le compte rendu des événements permet rarement de saisir si les destructions sont le résultat d'une action délibérée ou de mouvements de colère ou encore d'imprudences dans la confection de feux. L'article de J.-L. Germain, dans *Le Télégramme* du 10 avril, qui présente ces destructions comme le fruit d'une violence instrumentale et calculée¹¹ fait figure d'exception. Ni les comptes rendus rédigés par les journalistes, ni les attitudes des manifestants quant au recours à la violence ne peuvent être décrits comme monolithiques. Deux données se dégagent cependant clairement. Dans le spectre des formes de discours – jamais « neutres », ni purement « objectives » – que peuvent utiliser les journalistes, une majorité statistiquement écrasante des articles rédigés dans l'espace local où se développe le conflit partage des caractéristiques communes : valorisation du registre du constat, du factuel, quasi-absence d'énoncés revendiquant une posture normative, a fortiori un registre de condamnation. Par ailleurs ce mode de couverture présente pour les paysans mobilisés l'avantage de combiner une couverture précoce, durable et soutenue sans développer un discours de critique ou de condamnation que nous identifierons dans d'autres rubriques et titres.

Les logiques de la couverture locale, dans la situation d'interdépendance où sont les logiciens, aboutissent donc de façon largement automatique à une information tendanciellement avantageuse pour les groupes mobilisés. Ne souligner que cet élément serait toutefois simplifier l'analyse et donner une vue dépréciative du travail des journalistes de locale.

Il faut d'abord insister sur la réalité des pressions auxquelles ceux-ci sont confrontés. Au *Télégramme* comme à *Ouest-France* la publication de portraits du dirigeant syndical Thierry Merret jugés critiques par les manifestants a valu aux journalistes des réactions menaçantes. Tous les journalistes hommes que nous avons rencontrés ont été confrontés pendant le mouvement à des menaces d'agression physique. Ces données permettent de comprendre qu'un mode de traitement de l'information qui peut sembler prudent à un observateur extérieur puisse simultanément engendrer déjà pour ceux qui le pratiquent le risque du « pavé dans la vitrine », plus directement de situations où « il ne faut pas se dégonfler, soutenir les regards », risquer coups et insultes.

N'insister que sur les pressions ou la nécessité de ne pas se couper des sources serait encore donner une vision simpliste de la couverture locale. Des

11. «... Après avoir soulevé les plaques de protection du dispositif, ils ont incendié les gaines renfermant le câblage électrique et électronique au moyen de morceaux de palette de bois arosés de liquides inflammables. L'installation, dévorée par le feu, a été complètement détruite » (p. 15).

comptes rendus de tonalité bienveillante reflètent aussi une réelle tolérance de l'opinion locale à l'égard d'actions qui contrarient l'ordre public, son soutien diffus aux agriculteurs. Les déversements de choux-fleurs sur les routes n'ont pas provoqué de réactions hostiles¹². Il est remarquable que de nombreux passagers des trains bloqués aient exprimé leur soutien aux agriculteurs. En second lieu, s'il peut aboutir à euphémiser les violences, le savoir-faire narratif des journalistes peut aussi suggérer, sans vocabulaire normatif, des perceptions critiques. « *Quand Thierry Merret dit que c'est la police qui l'oblige à commettre des violences, il n'y a pas besoin de dire que c'est une bêtise, que cela ne tient pas. Il suffit de reprendre sa déclaration : les gens savent lire et le voir* », note un de nos interlocuteurs de *Ouest-France* à Morlaix. Renè Le Clech souligne au *Télégramme* qu'un article « *peut donner lieu à double ou triple lecture. Le lecteur est majeur. N'oubliez pas que le Finistère-Nord a le plus fort taux de diplômés de l'enseignement supérieur de France!* ». Il faut enfin souligner que la tendance générale à une couverture bienveillante que nous avons mise en évidence n'exclut nullement la présence dans les pages locales d'articles de tonalité plus critique, exceptionnellement même dénonciatrice, comme l'illustrent par exemple l'usage de termes comme « *exactions* » et « *destructions* » dans le compte rendu du saccage de la gare de Guingamp (*Le Télégramme*, 10 avril, page Finistère) ou une remarque sur les comportements « *cabotins* » de Thierry Merret feignant d'appeler le ministre sur son téléphone mobile, devant des CRS prêts à charger (*Ouest-France*, 10 avril). Sous la forme d'une hypothèse, on suggérera que l'émergence de ces descripteurs critiques semble liée à trois éléments : l'existence de violences contre les personnes, l'anticipation du caractère scandaleux des dégâts sur les biens par le public (casser la gare de Guingamp, récemment remise à neuf et utilisée par le public, est une destruction sans doute plus parlante que celle de réseaux électroniques enterrés, physiquement invisibles et utilisés par le seuls services de la SNCF), et enfin le sentiment que ces formes de violence visent à instrumentaliser les journalistes comme haut-parleurs du mouvement.

Le contrepoint de l'« information générale »

Si les registres dominants des pages locales sont ceux de la description prudente et objective, les pages d'information générale, en particulier *via* la rubrique « *économique et sociale* » ou les éditoriaux, permettent de réintroduire une explication plus en profondeur des causes et des stratégies du mouvement, de formu-

12. Deacon et Golding relèvent, dans le cas de la mobilisation contre la *poll-tax* en Grande-Bretagne, que la couverture souvent critique de la presse locale est aussi liée à la conscience chez les journalistes locaux de l'antipathie du public pour cet impôt (1994 : 178).

ler des appréciations sur celui-ci. Tant dans *Le Télégramme* que dans *Ouest-France*, un ensemble d'articles, de tableaux, d'entretiens avec des spécialistes permet d'éclairer l'économie de la production légumière, les données de la concurrence nationale et européenne, la structure des prix de revient et de vente.

La quasi-totalité des articles exprimant une prise de position explicitement critique des quotidiens régionaux sur le mouvement se trouve dans les pages d'information générale. Nous définirons cette catégorie d'articles par deux critères. Ils contiennent des énoncés qui critiquent le déroulement de la mobilisation ou contestent les explications de ses porte-parole. Ce contenu critique n'est pas seulement une lecture possible, un mode de réception par le lecteur : il est explicitement pris à son compte par l'auteur de l'article qui émet des jugements. Dans *Ouest-France*, cinq articles sur un total de 71 correspondent à ce critère ; dans *Le Télégramme*, deux sur un total de soixante¹³. À une exception près, tous ces articles sont produits par la rédaction centrale des deux quotidiens. Dans *Le Télégramme*, deux éditoriaux de Marcel Quiviger (15 et 18 avril), rédacteur en chef adjoint, expriment de façon nuancée mais explicite le « rejet » des violences, la nécessité d'une gestion plus « transparente » des problèmes légumiers par le réseau corporatif paysan. Dans *Ouest-France*, un éditorial du responsable du service économique critique en première page la violence des manifestants et la réflexion insuffisante du monde paysan sur la recherche de débouchés aux productions : « La méthode choisie par les manifestants n'est malheureusement pas le meilleur moyen de réfléchir, enfin, à leur avenir [...] Casser les installations de la SNCF ne changera rien aux facéties de la météo et au comportement du consommateur, ni à la concurrence des espagnols et des italiens et demain des pays de l'est [...] La solution durable est politique. La subvention automatique un emplâtre ». Trois autres articles produits par le service « économique et social » donneront aussi un éclairage critique sur les orientations « productivistes » des légumiers, l'ambiguïté de leur position qui revendique « le beurre du libéralisme et l'argent du beurre, à travers les filets de sécurité payés par l'état » (14 avril).

La division du travail journalistique aboutit donc à une couverture double du mouvement social : factuelle et tendanciellement compréhensive dans les

13. La présence de ces articles critiques constitue une relative innovation qui remonte aux années quatre-vingt. Analysant *Ouest-France* entre 1960 et la fin des années quatre-vingt, Nathalie Duclos y souligne la « mansuétude des qualifications », la rhétorique « d'euphémisation ». Entre 1960 et 1980 le mot violence ne figure jamais dans un titre du journal sur des manifestations paysannes. Il faut attendre les années quatre-vingt pour voir le ton changer, ceci en relation avec la perte simultanée d'importance du monde paysan... et du service agricole, dont les journalistes sont désormais plus recrutés sur des compétences journalistiques que sur leur proximité sociale au monde rural.

pages locales, plus analytique et plus critique dans les rubriques d'information générale. Un des journalistes rencontrés parlera même de « double jeu » : « *On est dans le registre de l'objectivité, du "untel a dit cela" dans les pages locales et on est plus distancié dans les pages d'info gêné* ». Ce mode de traitement de l'information peut être analysé comme une stratégie éditoriale qui donne aux lecteurs des territoires concernés par des mouvements sociaux un compte rendu détaillé et peu propice à des réactions hostiles, et offre à d'autres composantes du lectorat (plus étrangères au monde rural, à la région concernée) une analyse plus synthétique et plus critique¹⁴, mais cette description cynique ne correspond pas à la logique des journalistes au travail. Cette couverture « double » est en réalité une résultante des phénomènes d'interdépendance analysés plus haut. La distance sociale et spatiale est la condition d'un discours plus distancié. Comme le note le responsable des pages économiques de *Ouest-France* : « *Pour faire de la bonne information locale, il faut de bonnes pages d'information générale. Il faut trouver des formes de complémentarité qui permettent de dire aux localiers "on va aller sur ton milieu, on va prendre des distances mais on ne va pas t'en faire payer les conséquences". Peut-être est ce un double langage. Mais si c'est le prix à payer pour pouvoir faire le boulot correctement... pourquoi pas ?* ». C'est, à partir de sa situation, une problématique similaire qu'exprime un des localiers de Morlaix : « *Il y a des choses qu'on peut dire à partir de Paris, pas ici. Les gens du siège seraient plus prudents s'ils étaient plus proches des gens... même s'ils ont raison.* ». Si cette dernière formule peut suggérer une forme d'acceptation bougonne de la division sociale des modes de couvertures au sein de la presse régionale, il faut se garder de la tenir pour son unique modalité d'existence. La polarisation entre une couverture locale compréhensive et une couverture critico-analytique au siège peut aussi être perçue sur le mode du conflit ou de la frustration. La valorisation d'une lecture du mouvement de décembre 1995 comme « corporatiste » par le service économique et social de *Ouest-France* s'est ainsi heurtée, dans un certain nombre de villes, au mécontentement de rédactions locales plus portées à des comptes rendus empathiques ou compréhensifs, irritées par une « incohérence » rédactionnelle perçue comme expression de la coupure de leur hiérarchie avec le terrain, le vécu des citoyens ordinaires¹⁵.

La lecture de la presse nationale confirme en large partie ce qui pourrait s'exprimer comme une tendance à l'inverse proportionnalité entre insertion

14. Les analyses des pratiques de lecture montrent que les pages locales et sportives sont beaucoup plus largement lues que les pages politiques et économiques qui mobilisent davantage les composantes diplômées et les catégories sociales supérieures du lectorat.

15. Ce point est mis en évidence, à propos de la locale de Nantes de *Ouest-France*, par Virginie Jourdan (2001).

dans la vie locale et intensité du discours critique sur les mouvements sociaux. La presse nationale a accordé au conflit une attention plus tardive et moins soutenue : onze articles dans *Le Monde*, dix dans *Libération*, quatre dans *La Croix*, quatre seulement au total dans les quatre principaux newsmagazines parisiens. *La Croix* (18 avril) et *Le Monde* (18 avril, 19 avril) ont publié des articles construits à partir de témoignages de producteurs d'agriculteurs et qui, de ce fait, participent de la démarche « compréhensive » des papiers publiés en locale. Mais la présence de neuf articles de tonalité fortement critique constitue le trait le plus frappant de la couverture nationale : Près de 30 % d'articles explicitement critiques contre un peu plus de 5 % dans l'échantillon de presse régionale. La critique peut viser les orientations « productivistes » ou « un ultralibéralisme qui ne tolère aucun frein ni maîtrise de la production », tout en collectant « un maximum de subventions » (*Libération*, 16 avril). Elle est surtout vive, comme dans un éditorial de J.-F. Revel (*Le Point*, n° 1336, 25 avril), sur la dénonciation des violences paysannes. Un éditorial du *Monde* du 14 avril, titré « Ordre républicain et monde rural », se conclut en notant « L'ordre de la république vaut pour les villes, les îles, les lycées... et la campagne ». Dans *La Croix*, le professeur Grosser ne craindra pas de titrer « Le chou-fleur contre la démocratie » un article où il dénonce la violence des paysans et ce qu'il tient comme la complaisance de la presse à son égard.

Le mode de couverture d'un mouvement social analysé ici n'a rien d'une curiosité française. Molotch et Lester (1975) ont déjà montré que les mobilisations des habitants de Santa Barbara et des groupes écologistes confrontés à une pollution pétrolière recevaient un écho bien plus large et attentif dans la presse locale de Californie que dans les autres quotidiens américains. Ce constat a des implications importantes pour analyser les relations entre médias et mouvements sociaux, spécialement dans des pays, comme la France, où la presse écrite est avant tout régionale. Trois repères peuvent les synthétiser.

Le premier consiste à suggérer l'existence d'un « biais structurel dans la presse locale. Il traduit un ensemble de contraintes : couvrir de façon exhaustive les actions, chercher à comprendre les motivations des participants, éviter les prises de position normatives aussi longtemps que le mouvement ne se heurte pas de front à l'opinion locale. Il se manifeste par un mode de traitement des mobilisations tendanciellement « compréhensif », attentif au vécu des personnes mobilisées.

De ce point découle une seconde conclusion. La thèse de Gamson (1992), selon laquelle les médias sont généralement défavorables aux mouvements sociaux parce qu'ils problématifient rarement les tensions sociales sous la forme de « cadres d'injustice » – qui expriment l'idée d'une situation anormale, portant un préjudice injustifiable à des personnes ou groupes –, doit être

reconsidérée pour la presse locale qui peut accorder une place non négligeable à l'expression des problèmes sociaux tels que les perçoivent et formulent les mouvements sociaux. Elle contribue donc à l'expression des « cadres d'injustice » formulés par les acteurs, dans les limites du discours plus critique que rend possible la couverture « feuilletée » de l'événement.

Il faut préciser enfin comme des variables essentielles que les deux conclusions précédentes s'appliquent d'autant plus que la mobilisation concernée ne se heurte pas à des contre-mobilisations dans l'espace local, et qu'elle bénéficie, comme c'était le cas ici du soutien d'un certain nombre d'autorités locales. Dès lors qu'un mouvement social suscite dans l'espace local une réaction hostile et organisée, les impératifs de prudence et d'objectivité aboutissent à accorder une attention similaire aux opposants et à réduire considérablement les avantages du « biais compréhensif » pour les protestataires, voire à réduire drastiquement leur accès à l'espace éditorial. Le cas des mobilisations contre l'usine de retraitement nucléaire de La Hague donne un contre-exemple intéressant. La presse locale est là beaucoup plus circonspecte à l'égard d'une mobilisation, souvent perçue comme animée par des groupes extérieurs au milieu local (Greenpeace) et qui se confronte à une institution qui joue un rôle clé dans la vie économique locale et bénéficie de forts relais chez les élus de la région (Baisnée, 2001). Divers travaux et monographies suggèrent que lorsque les représentants de pouvoirs sociaux ayant une assise locale s'estiment attaqués ou desservis par la façon dont la presse locale « couvre » des conflits, ils disposent de moyens efficaces et discrets (et par là difficiles à « démontrer » pour le sociologue lorsqu'il s'agit d'un coup de téléphone, d'une menace de contracter des budgets publicitaires) de peser sur le cadrage de l'événement, l'importance de sa couverture. On pourra en trouver un indicateur dans l'extrême rareté des modes de couverture des conflits sociaux consécutifs à des accidents du travail qui empruntent à un « cadre d'injustice »¹⁶ mettant en cause l'employeur. Comme le montre Jacques Le Bohec, l'expression d'une empathie journalistique avec des groupes mobilisés est aussi fortement tributaire de la taille de l'espace de référence de la mobilisation, de la diversité possible des sources d'information et du rapport de force entre elles. Le correspondant local d'un bourg de mille habitants hésitera à donner un écho, même platement descriptif, à une mobilisation minoritaire contre un maire qui « tient » à la fois l'information municipale et les associations du cru.

16. Par cette notion, Gamson désigne des modes de problématisation suggérant explicitement l'idée d'une faute, d'un grief inacceptable, contraire à des principes éthiques partagés, infligé à un acteur par un autre.

ENTRE PUBLIC LOCAL ET GROUPES MOBILISÉS

L'intérêt du mouvement des légumiers de 1998 réside aussi dans l'invite qu'il fournit à penser le rôle des journalistes comme médiateurs, régulateurs des usages de la violence. Les destructions réalisées sur le réseau ferré ont surpris beaucoup d'observateurs. Elles semblaient renvoyer trente ans en arrière comme le suggère la réapparition dans les commentaires de presse du mot « Jacquerie » (P. Georges, *Le Monde*, 21 avril). Jean Michel Leclair peut écrire dans la page économique et sociale de *Ouest-France* du 14 avril : « Trente ans après, comme si l'eau n'avait pas coulé sous les ponts, les commandos du Léon s'attaquent à la SNCF. Avec le même argument qu'autrefois "Des sous ou on casse tout". Comme à chaque crise, et comme si la zone légumière, en trente ans, n'avait rien appris. Sauf que la violence peut payer, mais paye-t-elle encore ? ». On doit en effet noter que les épisodes de violence, concentrés sur les 9 et 10 avril, sont immédiatement suivis d'une « trêve » et de consignes syndicales de calme. Le rôle, direct ou indirect, de la presse mérite d'être exploré dans cette volte-face.

Les journalistes comme médiateurs des mouvements sociaux

La singularité du journalisme local contraint les localiers à des stratégies de couverture prudentes. La contrepartie de ces contraintes est aussi de donner au localier, d'autant plus qu'il est ancien, doté d'une responsabilité et d'un fort « fonds de commerce » relationnel, une capacité de médiateur qui ne s'exerce pas que dans les pages du journal. René Le Clech, responsable de la locale de Morlaix du *Télégramme*, en poste depuis quatorze ans, indique « Il arrive qu'on discute avec les responsables syndicaux, qu'ils viennent nous voir même sans chercher un article. Je peux leur dire "arrêtez vos conneries... cela ne passe pas"... On a le poulx de la population, on sent l'opinion ». Il est évidemment difficile de mesurer objectivement les effets possibles des relations de confiance ainsi établies avec des sources lorsque celles-ci s'engagent dans des mobilisations. Il faut toutefois noter que cette parole journalistique s'exprime aussi publiquement. Un article signé le 15 avril par René Le Clech dans la page de Morlaix sollicite très explicitement ce registre du médiateur. Il souligne à la fois la « réelle solidarité » qui lie les citoyens aux paysans voisins, et la puissance d'une « psychose » de « peur sur la ville », liée à la répétition depuis trente ans de violences paysannes dans Morlaix. « *J'ai vu des milliers de poulets, des porcs, des œufs, des légumes répandus dans les rues de la ville. Des dégâts, le commerce interrompu, et il faut le temps de nettoyer la ville. Le problème de Morlaix, c'est le sentiment d'être pris en otages* »⁽¹⁷⁾. La mobilisation pay-

17. Cette citation provient de l'entretien.

sanne restera limitée au pont proche de la ville, sans action dans la cité. Le lendemain paraît un nouvel article dont la teneur suggère une forme de dialogue silencieux avec les manifestants. Le Clech souligne le « calme » du barrage et exprime « la fin de la psychose » des morlaisiens, rassurés par la tournure des événements. Dans la même logique, l'éditorial de Marcel Quiviger, consacré après la fin du barrage du pont à « Quatre leçons d'une longue crise » (*Télégramme*, 18 avril) pose comme première conclusion « La violence : jamais elle n'avait été autant rejetée par l'opinion publique. La casse sur le réseau ferré... a considérablement nui à l'image des légumiers et a été unanimement condamnée, même par le syndicalisme agricole. »

Le fait que l'attitude des journalistes puisse évoquer celle d'un médiateur ne prouve ni qu'ils soient considérés comme tels par les groupes en présence, ni que leur intervention ait des effets. Il faut cependant poser la question des modes d'expression de l'opinion locale. Les micromobilisations locales sont de celles qui ne suscitent pas l'intervention des sondages d'opinion. Une opinion locale ne trouve donc à s'exprimer que par des contre-mobilisations, ou par la voix classique des leaders d'opinion et de la presse. Le travail de contrôle social de la presse peut ici passer par la publication de prises de positions d'élus ou de porte-parole. Un cas original en est offert par *Ouest-France* qui publie à la fin du conflit (20 avril) dans son édition de Morlaix un texte du maire de Pleyber-Christ « Lettre à un copain légumier virtuel ». L'élu – fils d'agriculteur – s'adresse aux manifestants qui ont provoqué des dégâts dans son village pour montrer que les premières victimes en sont les habitants. Le langage est oral, direct. Le texte mobilise des résonances culturelles typiques du monde rural (référence aux paraboles enseignées au catéchisme, aux travaux des champs), il oppose significativement le recours à la violence aux normes de la sociabilité rurale normale : « En te voyant sur le journal à la gare de Pleyber, j'ai appris que tu étais venu tout près de chez nous l'autre jour. Tu aurais pu venir prendre un café à la maison. À moins que tu n'aies pas été très fier de ce que vous aviez fait... ». On notera cependant le caractère exceptionnel de ce texte, de par sa forme, mais aussi parce que les points de vue des leaders d'opinion sont le plus souvent contractés sous la forme peu attractive d'un communiqué de quinze lignes, ou remontés vers les pages générales lorsqu'ils prennent la forme d'un entretien développé, comme ce sera le cas pour Alexis Gourvennec après le conflit (*Ouest-France*, 14 mai, p. 3).

Les coûts médiatiques de la violence

De nombreux travaux, depuis ceux de Tod Gitlin (1980), ont mis en évidence la rentabilité médiatique de la violence, sa *newsworthiness*. Cette corrélation se vérifie ici. La montée en « Une » des informations sur le conflit correspond très

exactement aux phases d'occupation violente des gares, puis de blocus du pont de Morlaix. mais la rentabilité médiatique maximale du recours à la violence suppose aussi que celle-ci soit hautement ritualisée, que les troubles à l'ordre public ne créent pas des dommages qui suscitent des réactions hostiles significatives.

Dans un contexte où, selon un journaliste interrogé « *Il n'y avait rien dans l'actualité* », les actions sur le réseau ferré ont bien propulsé le conflit à la une des journaux télévisés et des quotidiens pendant le week-end de Pâques. mais le « coût » de ce succès est considérable. La réapparition du « paysan casseur » contredit toutes les stratégies de communication de la profession, orientées depuis quinze ans sur la construction des personnages du paysan entrepreneur et exportateur, du paysan gardien de la nature (Champagne, 1984). Cette fausse note entraîne des réactions publiques de la quasi-totalité des structures syndicales. Luc Guyau, président de la FNSEA, parle d'« *exactions* », la présidente de la FDSEA des Côtes-d'Armor d'« *une minorité d'irresponsables qui ternissent l'image de la profession* » (*Télégramme*, 11 avril). La séquence de violence est encore en lien direct avec la parution de la quasi-totalité des articles explicitement critiques. Le coût médiatique de la violence se traduit aussi par un déplacement visible des centres d'intérêt de l'information locale. L'interruption du trafic des trains et l'information sur les transports de remplacement, la description des dégâts, des travaux de réparation et des difficultés des habitants et des voyageurs constituent autant de sujets qui viennent concurrencer la couverture du mouvement lui-même, spécialement entre le 11 et le 14 avril.

La séquence de violences contre les gares produit donc un double effet de remontée à la « une » de l'information et de développement d'un discours critique sur le mouvement. Le virage tactique des agriculteurs suggère qu'ils perçoivent en ce domaine les coûts comme supérieurs aux gains. Les dirigeants du mouvement, dont Thierry Merret, se trouvent rapidement sur la défensive, contraints de prendre en compte les réactions attribuées à l'opinion publique. Questionné par les journalistes, il doit présenter les violences comme produites par les provocations des forces de l'ordre, ou comme des comportements regrettables mais indispensables pour se faire entendre. Les paysans auraient été victimes d'« une provocation : notre objectif était de prendre un site et de nous y tenir. L'intention est de nous salir aux yeux de l'opinion en nous mettant des dégâts que nous ne voulions pas commettre sur le dos » (*Télégramme*, 10 avril). Plusieurs reportages insistent sur la gêne des agriculteurs devant l'image de casseurs qui leur est associée. Véronique Maurus décrit dans un reportage sur l'occupation du pont de Morlaix des paysans « pas très fiers du saccage commis pendant le week-end pascal » (*Le Monde*, 17 avril). Dès le début de la semaine suivante, les manifestants recevront la consigne d'éviter toute violence. Lors de l'occupation de l'aéroport de Lannion, le 16 avril, le

responsable syndical Gilbert Boudier qui, selon le journaliste, veut « préserver l'image de la profession » déclare : « *Pas de casse nous avons des instructions. On nous demande de faire monter la pression en gardant une bonne opinion publique* » (*Ouest-France*, page Finistère, 17 avril).

Il n'est guère possible d'isoler la part exacte de la presse dans un changement de tactique qui doit aussi aux tensions à l'intérieur des organisations paysannes, aux critiques fortes de ministres et d'élus, mais aussi aux stratégies de la police et de la préfecture dont les journalistes présents sur le terrain soulignent les efforts pour éviter une montée incontrôlable des affrontements¹⁸. On peut cependant souligner qu'avec la télévision, la presse régionale est le média généraliste utilisé massivement par les agriculteurs, et qu'elle fonctionne comme le principal forum d'expression des voix qui expriment une opinion publique locale.

L'identification d'un « biais compréhensif » dans la presse régionale peut donc se doubler de celle d'un pouvoir d'admonestation qui s'exerce sur les mouvements sociaux. Celui-ci peut prendre la forme d'interventions dans les médias d'opposants aux mouvements (déclarations, communiqués), d'articles ouvertement critiques (plus souvent dans la presse nationale, les pages « générales » de la presse locale), ou, de façon plus subtile, d'une couverture locale moins compréhensive. On peut faire l'hypothèse que les marques de distance les plus euphémisées, que formulent les journalistes des pages locales, ne sont pas nécessairement celles qui exercent le moins d'effets. Ce qui apparaît comme un compte rendu étrangement neutre ou timidement distancié à l'observateur extérieur peut aussi être perçu par les groupes mobilisés comme un signal de défiance lesté de l'autorité symbolique de l'interprète de l'opinion locale. Loin de contredire l'idée du « biais compréhensif », ce constat suggère la complexité d'une couverture locale pour laquelle l'impératif de ne pas déchirer le monde local fonctionne à la fois comme obligation de réserve dans le commentaire et possibilité d'injonctions discrètes aux mouvements qui introduiraient dans le tissu local une tension capable de le déstructurer. On voit par là que ce que nous avons à dessein dépeint initialement – en nous en tenant aux données les plus extérieures et les plus objectives d'un corpus de textes – comme une manière de posture de timide, voire de complaisant greffier de la factualité, peut s'enrichir d'une signification plus contrastée au prix d'une réinsertion dans l'épaisseur des interdépendances locales, et que les formes les plus

18. Efforts qui sont l'une des explications de la quasi-absence de blessés, avec des effets directs sur la couverture médiatique puisque, comme on l'a déjà suggéré, des violences occasionnant aux personnes des dommages corporels constituent l'un des seuils capables de susciter, jusque chez les journalistes locaux, une couverture explicitement critique.

accomplies de l'écriture du localier, les plus propices à parler « en filigrane »¹⁹, peuvent demander un savoir-faire aussi subtil que celui de l'éditorialiste.

Plus que de décliner ou de nuancer les lectures désormais classiques (Gitlin 1980, Anderson, 1997) de la relation médias-mobilisations, cette étude de cas peut inviter à un déplacement des questionnements. Une telle mobilisation, comme une majorité des mouvements sociaux, se déploie et prend d'abord sens sur une scène locale et une large part de ses épisodes n'accède pas à la visibilité dans l'espace public des médias nationaux. Contre la vision jacobine et panoptique d'un espace public unifié, elle rappelle au contraire la structure mosaïque, éclatée des espaces de mise en visibilité et de débat sur nombre d'enjeux collectifs (François & Neveu, 1999).

Rapportée à une interrogation sur les « publics », cette situation emporte des conséquences importantes. Elle implique de renoncer à deux des technologies majeures habituellement sollicitées pour saisir ce que pense/veut le public ou l'opinion. La référence aux médias habituellement capables de porter les problèmes publics devant la plus large part du public est ici peu éclairante, puisque ceux-ci oscillent entre le silence et une couverture polarisée sur les épisodes violents. Quant à la technologie reine du sondage, la quasi-inexistence de son usage lors de mobilisations locales la place hors-jeu. On est alors ramené, non à penser le local comme une butte-témoin d'un régime archaïque de l'opinion, mais à s'interroger sur ce que peuvent être les logiques sociales d'expression et d'existence d'une opinion, d'un public local... et donc à réinvestir des interrogations sur la notion de leaders d'opinion, sur le rôle des journalistes comme interprètes directs – par opposition à la méta-interprétation du commentaire de sondages – de leur public.

CONCLUSION

Plus qu'à formuler une théorie clés en mains, cette étude de cas invite à avancer dans quatre directions de recherche.

La première serait de saisir à quelles conditions des journalistes de locale peuvent accéder à un « sens du public », au sens d'une capacité à la fois réflexive et pratique de perception des sensibilités, des malaises sociaux, des rapports de force et de sens entre groupes composant leur « local ». L'ancienneté au double sens d'une socialisation dans l'espace local et d'une pratique professionnelle prolongée en est une composante. La capacité à échapper aux tropismes d'un

19. L'expression vise à suggérer une forme de transmission de sens qui s'opère avec une grande économie de verbalisation, une composante de communication implicite qui suppose en particulier des formes d'expérience et de signification partagées... toutes données qui invitent, on y reviendra, à solliciter les typologies de Bernstein (1975).

journalisme institutionnel en est une autre que relève un journaliste social nan-tais : « Être à l'écoute des gens, ne pas être aveuglé ou enlisé dans l'institutionnel comme les canards parisiens, qui sont souvent logués sur les têtes syndicales et qui n'ont pas le contact avec la base »²⁰. Ce journalisme de terrain et de quartier suppose aussi des effectifs rédactionnels suffisants pour conjurer un journalisme « assis », fonctionnant au traitement des communiqués, dépêches, limitant ses contacts au fax et au téléphone. Pour dépasser une vision purement sectorielle, cette sensibilité suppose aussi l'institutionnalisation de procédures efficaces d'échange entre membres de la rédaction.

En reprenant des pistes défrichées par Louis Quéré et Renaud Dulong (1978), une réflexion sur les publics locaux suppose en second lieu d'être attentif à une de leurs singularités. La référence même au local présuppose qu'une composante territoriale, qu'un esprit des lieux constituent un fédérateur plus puissant que les divisions entre groupes inscrits dans cet espace. Pour le dire trop brutalement, le local a partie liée avec la mythologie communautaire, l'accent mis sur les traits et intérêts partagés, la transmutation des différences et oppositions en complémentarité. Il existe une homologie cachée entre cette vision communautaire et la condamnation des méfaits des « factions » dans la vision de la volonté générale chez Rousseau. Faut-il dire combien cette donnée engendre socialement et sociologiquement un puissant mécanisme de biais, un tropisme vers la mise en récit d'une communauté imaginée dont les tensions sont refoulées, minorées, déplorées ? La relation de proportionnalité entre la tendance compréhensive de la couverture des mobilisations et leur absence d'adversaires dans l'espace local en est l'illustration.

Une troisième démarche serait d'identifier tant la nature que les usages (ou non-usages) des dispositifs par lesquels des journalistes locaux assument un rôle de porte-parole ou de médiateurs du public. Le conflit des légumiers illustre une modalité qu'on pourrait associer à la posture du « sage ». Celle-ci repose sur trois éléments. Le locuteur journaliste y apparaît sinon comme le porte-parole du moins comme l'oracle de la communauté. Il ne peut le faire que parce que disposant d'un capital de relations et d'autorité lié à un commerce prolongé et non conflictuel avec les acteurs locaux. Rappelant en cela certains éléments du « code restreint » que Bernstein (1975) associe aux échanges linguistiques en milieu populaire, il recourt aussi à un registre rhétorique qui évite la solennité et la posture analytique ou abstraite de l'éditorialiste, pour solliciter un sens commun, l'implicite d'un capital de valeur et d'expériences partagées par ce qui doit rester une communauté et non un monde en conflit. D'autres conflits, d'autres

20. Cité par Jourdan (2001, p. 94).

environnements ont pu ouvrir la porte à une posture qu'on pourrait davantage associer à la notion d'« animateur ». Le journaliste s'emploie alors non à être l'interprète du public, mais à rendre possible l'expression organisée des points de vue de celui-ci. L'expérience de « Nantes Forum » dans les pages locales de *Ouest-France* en décembre 1995 en est un exemple, sous la forme d'une sélection des réactions reçues par le courrier des lecteurs. Cette stratégie remet davantage en cause la référence communautaire. Les expériences de *civic journalism* développées par une partie de la presse locale aux États-Unis suggèrent une troisième posture qui serait celle de l'« entrepreneur de public ». Par la mise en œuvre volontariste de dispositifs d'enquête (questionnaires publiés dans le journal, *focus groups*, réunions de quartier), les journalistes s'emploient alors à faire surgir – parfois à imposer à l'attention des professionnels de la politique – un agenda du public, des solutions aux problèmes publics ainsi identifiés. S'il constitue en apparence le dispositif marqué par la renonciation maximale à une posture de ventriloque du public, ce journalisme trouve aussi sa limite fréquente dans le postulat de l'obligatoire existence d'un consensus capable de rallier tout le local, quitte à occulter ou à minorer des problèmes qui marquent des antagonismes structurels (Glasser, 2000).

Relever les effets de censure qu'engendre la notion même de public local comme communauté, c'est enfin souligner la nécessité d'explorer les forces contradictoires qui créent à la fois des fenêtres et des verrous à l'expression dans la surface rédactionnelle d'une écriture journalistique qui cherche à rendre compte des attentes et discours contrastés du public. La situation difficile d'une large part de la presse écrite constitue un aiguillon qui pousse à l'invention de modes de reportage et d'écriture plus attentifs à restituer le vécu, les attentes du lectorat (Neveu, 2001, chapitre 6), spécialement des catégories qu'il s'agit de reconquérir (jeunes, femmes par exemple). Mais les forces qui refoulent ces évolutions sont au moins aussi puissantes. On y placera la force d'une intériorisation de l'objectivité comme définition de rôle et distanciation à toute référence à la presse d'opinion, la crainte des contre-coups de toute prise de position capable d'indisposer des institutions qui sont aussi des sources stratégiques, les effets d'une spécialisation journalistique qui aboutit souvent à leur faire partager l'épistémè des autorités propres aux mondes sociaux qu'ils couvrent.

L'exploration de ces pistes, qui ne concernent rien de moins que le gros des mobilisations empiriquement observables, suppose une double rupture avec les orientations statistiquement dominantes de la recherche. La première consiste à congédier définitivement la vision sémiologiste de l'analyse de presse, pour penser l'écriture journalistique (dont on n'abandonnera pas la matérialité textuelle !) comme étant d'abord le produit d'une structure d'inter-

dépendances avec hiérarchie, sources, lecteurs. La seconde consisterait, comme l'ont esquissé des travaux anglophones (Gamson, 1992 ; Philo, 1990) à cesser de réserver les meilleurs acquis des études de réception à l'étude des feuillets et fictions pour les déployer sur l'information.

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson A. (1997). *Media, Culture and the Environment*. Londres : UCL Press.
- Baisnée O. (2001). « Publiciser le risque nucléaire. La polémique autour de la conduite de rejets en mer de l'usine de La Hague ». *Politix*, 54, p. 157-181.
- Bernstein B. (1975). *Langage et classes sociales*. Paris : Minit.
- Bruneteau B (1993). « De la violence paysanne à l'organisation agricole : Les manifestations de juin 1961 en pays Bigouden ». *Annales de Bretagne*, 100 (2), p. 217-232.
- Canevet C. (1992). *Le modèle agricole breton*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Champagne P. (1984). « La manifestation ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52 (3), p. 19-41.
- Champagne P. (1990). *Faire l'opinion*. Paris : Minit.
- Deacon D. & Golding P. (1994). *Taxation and Representation : The Media, Political Communication and the Poll Tax*. Londres : J. Libbey.
- Della Porta D. & Reiter H. (1996). « Da "Polizia del governo" a "polizia dei cittadini" ? Le Politiche dell'ordine pubblico in Italia ». *Stato e Mercato*, 48.
- Duclos N. (1998). *Les violences paysannes sous la V^e République*. Paris : Economica.
- Elegoët F. (1984). *Révoltes paysannes en Bretagne*. Plabennec : Éditions du Léon.
- François B. & Neveu E. (eds) (1999). *Espaces publics mosaïques*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Franklin B. & Murphy D. (1991). *What's New ? The Market, Politics and the Local Press*. Londres : Routledge.
- Frisque C. (2002). *L'activité journalistique au quotidien*. Thèse de Science Politique, Paris X, 2002.
- Gamson W. (1992). *Talking Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Gittlin T. (1980). *The Whole World is Watching : Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*. Berkeley : University of California press.
- Glasser T. (2000). The Politics of Public Journalism. *Journalism Studies*, 1 (1).
- Guery L (1992). *La presse régionale et locale*. Paris : Éditions du CFPJ.

Jourdan V. (2001). *Locales en mouvement. Les rédactions locales nantaises face au mouvement de Novembre-Décembre 1995*. Mémoire IEP Rennes.

Le Bohec J. (1994). « *Le "rôle démocratique" de la presse locale à travers les relations entre élus locaux et localiers* ». Thèse Université Rennes 1.

Molotch H. & Lester M. (1975). « *Accidental News: The Great Oil Spill as Local Occurrence and National Event* ». *American Journal of Sociology*, 81 (2), p. 235-260.

Neveu E. (1999). « *Médias, mouvements sociaux, espaces publics* ». *Réseaux*, 98, p. 17-85.

Neveu E. (2001). *Sociologie du journalisme*. Paris : La Découverte.

Oliver P. & Myers D. (1999). « *How Events Enter the Public Sphere. Conflicts, Location and Sponsorship in Local Newspapers Coverage of Public Events* ». *American Journal of Sociology*, 105 (1), p. 38-87.

Philo G. (1990). *Seeing and Believing: The Influence of Television*. Londres : Routledge.

Quéré L. & Dulong R (1978). *Le quotidien régional et son territoire*. Rapport ATP CNRS.